



Informations Syndicales Antifascistes

■ n° 45 ■ avril / juin 2005 ■ édité par VISA 80 / 82 rue de Montreuil 75011 Paris ■ visacom@club-internet.fr ■ CCPA n° 0608 83860 ■ 1 €

PARIS... VIENNE... BERLIN... les avatars de l'extrême-droite

A en croire le leader du Front National, celui-ci se voit en chef du NON au référendum... on en est, heureusement, très loin... Même en parcourant la presse frontiste, on serait bien en peine de voir une dynamique à sa campagne. Hormis la démonstration (de faiblesse) du 1er Mai, un seul meeting est annoncé pour le 25 Mai et quelques dîners débats... sur invitation... Maigre prestation...

Certains commentateurs y voient une (fine?) tactique : laisser le terrain aux forces progressistes (et accessoirement à De Villiers) pour mieux engranger après...

Pour notre part nous penserions plutôt que cette absence traduit la relative paralysie du vieux chef et de son équipe, conséquence d'une crise larvée dont Gollnich et Marine Le Pen furent les protagonistes récents. L'effacement (provisoire) pendant quelques mois de cette dernière en fut la traduction la plus visible. Bien sûr il ne faut pas se réjouir trop vite ; si la « guerre de succession » est loin d'être terminée, les échéances électorales de 2007 sont encore éloignées et le FN a encore le temps de se refaire une santé.

Mais, ne boudons pas notre plaisir : c'est une très bonne chose que le « NON » au référendum soit porté d'abord par des forces politiques et sociales progressistes au détriment du courant souverainiste, chauvin, anti-turc ou fasciste. Cela traduit une évolution politique incontestable par rapport au référendum de Maastricht de 1992 et aux élections de 2002...

D'aucuns, chez les partisans du OUI, l'ont bien compris, qui, à l'instar de quelques médias désireuses de faire jouer le réflexe de peur, ont ouvert (bien avant la campagne officielle) les plateaux et les micros à la famille LE PEN, proclamée pour la circonstance « représentants du NON »...

Ce tour de passe-passe sera t-il décisif pour faire pencher la balance électorale dans le camp du « OUI » ? ... rien n'est moins sûr.

Le 1^{er} Mai 2005 au FN

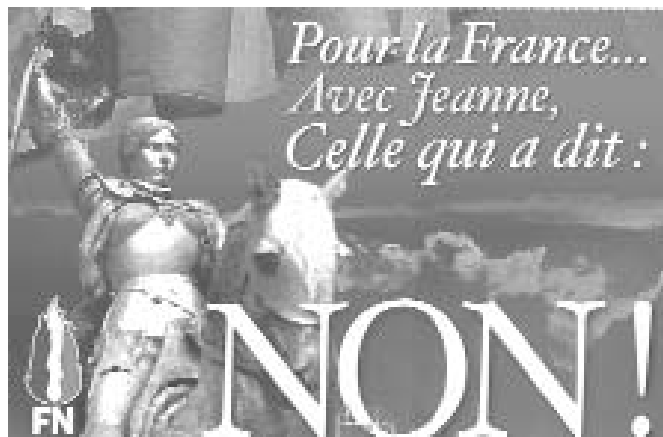
Ce n'était pas un franc succès : comme chaque année, le Front National défilait à Paris, le matin du 1er mai, "en l'honneur de Jeanne d'Arc". Pour le cru 2005 de la "manifestation nationale", les organisateurs avaient promis 20.000 participants. Jean-Marie Le Pen prédit lui-même lors d'un débat télévisuel qu'il allait s'agir "du plus grand rassemblement des défenseurs du NON" en vue du référendum sur le Traité constitutionnel européen à la fin mai.

Rien de tout cela n'a été réalisé! Les participants étaient 3.200 selon la police, un chiffre très proche de la réalité selon nos propres observations et selon les journalistes présents. Ainsi ils étaient moins nombreux que lors des manifestations lepénistes des années précédentes (à l'exception de 2004), qui avaient vu régulièrement 3.500 à 4.000 partisans de l'extrême droite se mobiliser depuis la scission du FN, et environ le double avant la scission du parti intervenue en 1999. Comme démonstration de force, c'était plutôt ratée... d'autant plus que plusieurs sections régionales du FN avaient envoyé moins de participants au défilé, qu'elles ne comptent de conseillers municipaux.

Surtout, cela montre que la structure quasi-monarchique qui est celle du parti d'extrême droite, au moins depuis la scission, paralyse celui-ci au moment où Le Pen approche de l'incapacité de continuer dans ses fonctions alors que la question de sa succession n'est toujours pas véritablement réglée. Par ailleurs, cela confirme aussi que ce n'est pas sur l'extrême droite que repose, essentiellement, le refus du Traité constitutionnel européen (TCE) si celui-ci devait l'emporter le 29 mai.

Les promesses de Le Pen de tenir "le plus grand rassemblement du NON" ont fait long feu, et on ne saurait dire, non plus, qu'il montre une présence sur le terrain très forte.

Quant au fond, le NON de Jean-Marie Le Pen, tel qu'il l'a redit lors de ce 1er mai, se distingue radicalement du refus du TCE qui peut exister à gauche et dans les rangs syndicaux. Si l'on devait résumer chaque NON dans une question, celle-ci s'appellerait à gauche: "Selon quelle logique (économique et sociale) 400 millions personnes ou plus peuvent-elles vivre ensemble?" A l'extrême droite, par contre, l'interrogation qui fonde son NON s'appelle: "Qui a le droit d'y être, et qui doit rester dehors?"



La réponse à cette question occupe, de loin, la place la plus importante dans la campagne de l'extrême droite. Et elle est bien connue, cette réponse: "La Turquie doit rester en dehors de l'Europe".

Ainsi une bonne partie des participants au 1er mai de l'extrême droite portaient-ils des pancartes montrant une poupée russe sur laquelle est écrit "Constitution" (avec les étoiles de l'Union). De l'intérieur de la poupée apparaît un être barbu censé représenter un turc, le tout accompagné du slogan: "Islam hors de l'Europe". Les jeunes participants au défilé criaient notamment "France chrétienne, l'islam dehors", "Chirac, Turquie, trahison" ou encore "terroristes à mort, immigrés dehors".

Dans son discours, Jean-Marie Le Pen tira un parallèle entre le Non de Jeanne d'Arc à l'occupation anglaise au 15e siècle et le vote à venir sur le TCE... Puis il mit en garde contre une Europe comparée au "Moloch soviétique" et qualifiée de "gigantisme mou, cosmopolite (...) et ouverte à l'influence dominante de l'islam".

Notons aussi, par ailleurs, la présence de quelques représentants de partis d'extrême droite venus d'autres pays. Participaient notamment, à la tribune du 1er mai lepéniste, le président du BNP (British National Party), des franquistes espagnols ainsi que des représentants du parti italien Forza Nuova-Alternativa sociale qui regroupe les éléments plus extrémistes des (anciens) néofascistes d'Italie, ceux qui ont refusé d'intégrer la coalition gouvernementale sous Berlusconi.

Gros échec pour le NPD néonazi

C'est par un lourd échec que s'est soldé la tentative du NPD (Parti national-démocrate d'Allemagne), parti néonazi et le plus extrémiste de l'ultra-droite allemande, d'occuper la journée du 8 mai 2005.

Lors du 60^e anniversaire de la libération de l'Europe du nazisme, ce parti qui a créé la surprise en septembre 2004 en obtenant plus de 9 % des voix aux élections régionales de Saxe (Allemagne de l'Est) voulait manifester « contre le mensonge de la 'libération' et contre le culte de la culpabilité (allemande) ». Initialement son défilé devait se terminer sous la Porte de Brandebourg, au centre de Berlin, à deux pas du nouveau Mémorial pour les juifs d'Europe exterminés qui vient d'être inauguré et dont le NPD considère l'existence comme une honte.

Or, la semaine précédant le 8 mai, les tribunaux avaient déjà interdit cet endroit lourdement symbolique au parti néonazi. Finalement, la Haute Cour avait autorisé une manifestation du NPD à Berlin, mais en lui imposant d'en raccourcir le trajet et de se disperser bien avant d'atteindre la place névralgique.

Or, le jour même de sa manifestation qu'il voulait néanmoins tenir, le NPD se voyait littéralement empêché de marcher. Ses militants, dont 2.000 à 3.000 avaient fait le déplacement, ne pouvaient tout simplement pas démarrer de la place où il s'étaient rassemblés : des dizaines de milliers de personnes bloquaient l'ensemble des routes quittant l'Alexanderplatz, place centrale où les néonazis étaient rassemblés. Le NPD, qui avait voulu initialement marcher à partir de 11 heures et auquel la justice avait demandé de reculer le départ de sa manif de deux à trois heures, se voyait bloqué au même endroit jusqu'à 18 heures. Finalement, le parti d'extrême droite se résigna à appeler à la dispersion.

Par ailleurs, au moins 10.000 personnes ont participé, au cours de la journée, à une manifestation antifasciste dont l'intitulé était Spassibo ('Merci !', à l'encontre des anciens libérateurs soviétiques qui avaient combattu à Berlin). Plusieurs milliers d'autres s'étaient rendues à un après-midi festif organisé, pour commémorer le 8 mai, par le gouvernement régional et d'où des participants allaient rejoindre, eux aussi, spontanément les blocages des artères de la capitale allemande.

Les forces de l'ordre avaient déployé plus de 8.000 policiers. Mais contrairement à d'autres occasions, elles ne sont pas intervenues pour protéger la liberté de manifester des militants d'extrême droite. Des images de violences policières en cette date anniversaire historique devaient leur paraître inopportunes.

Autriche : scission de l'extrême-droite en deux

Cette fois-ci, l'égoïsme bien connu de Jörg Haider s'est retourné contre ces extrémistes de droite qui, pendant longtemps, étaient ses plus grands promoteurs.

C'est la vieille frange pro-nazie du FPÖ ('Parti de la liberté d'Autriche') qui avait épaulé le jeune Jörg Haider d'alors quand celui-ci mena le « putsch » à l'intérieur du parti, contre ses anciens dirigeants plus libéraux, fin 1986. C'est à cette frange que de nombreux gestes étaient adressés, telle que la participation personnelle de Haider à des rencontres de vieux soldats de l'armée nazie et d'ancien SS qui fit scandale en 1995. Mais leurs relations s'étaient détériorées au cours des derniers mois.

Jörg Haider, ancien chef de parti qui n'avait plus de fonction formelle (depuis que les conservateurs du ÖVP, 'Parti du peuple d'Autriche', se sont opposés à sa personne au moment où ils concluaient l'alliance gouvernementale avec son parti, début 2000), reprochait aux vieux adeptes du « rôle positif du nazisme dans l'Histoire » de plomber son parti dans les élections. Ceux-ci apparaissent par trop éloignés de la « modernité » et du « dynamisme » que Haider cherchait toujours à incarner, tout en ayant des positions politiques de fond qui mêlaient ultra-libéralisme sur le plan économique et racisme, défense de la mémoire nationale (y compris la période nazie) ou populisme pseudo-social sur le plan politique.

La santé électorale du FPÖ s'est dégradée sur une longue durée, la baisse de ses scores ayant commencé depuis trois ans déjà. Depuis le « big-bang » des 26,9 pour cent obtenus lors des élections législatives du 03 octobre 1999, suivies de son entrée au gouvernement quatre mois plus tard, le FPÖ a dégringolé pour n'obtenir plus que 10 % aux élections législatives de 2003, voire 6 % aux élections européennes de l'année suivante. Cela montre les difficultés que rencontre ce parti, dont l'image était bâtie sur un dynamisme à tout-va et sur une « défense des petites gens » à gérer sa participation au gouvernement.

Les partisans d'une « ligne dure » telle que l'ultranationaliste procureur de la République Ewald Stadler (en même temps un intégriste catholique, tout en étant dans un parti aux tendances historiquement plutôt laïques) ou le Viennois Heinz-Christian Strache, souhaitaient rompre avec la ligne de construction d'un « parti électoraliste fourre-tout », parce que « cela ne marche pas à long terme ». Ils souhaitaient recentrer le FPÖ autour d'un noyau dur, majoritairement issu d'une tradition pro-nazie ou pangermaniste et dont la base sociale se trouve en

partie dans les corporations étudiantes ultra-réactionnaires. Ces détracteurs de Jörg Haider et de la direction du parti diagnostiquaient « qu'il vaut mieux avoir 8 à 10 % d'électeurs, mais sur des bases idéologiques solides, qu'une grande masse amorphe d'électeurs protestataires sans orientation ». A la fin, ils mettaient même en cause la participation au gouvernement, au sein duquel le FPÖ se trouve maintenant (depuis les élections de 2003) en position assez minoritaire face à un ÖVP remonté à plus de 42 % des voix, en considérant que ce ne serait pas vraiment une catastrophe de se retrouver dans l'opposition « pour se reconstruire ».

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'était l'exclusion demandée par la direction contre Andreas Mølzer, qui faisait figure depuis une vingtaine d'années d'« idéologue en chef ». Mølzer était directeur de l'hebdomadaire « Zur Zeit » ('En ce temps'), journal assez ouvertement d'extrême droite et qui avait réactualisé un certain nombre de théories présentant Hitler, quoique la plupart du temps à mots couverts, comme « révolutionnaire ».

Le journal mettait en cause, quand cela ne semblait pas trop inopportun, l'existence de l'Holocauste, et Mølzer lui-même utilisait des termes assez proches de ceux du nazisme historique sur « la substance biologique du peuple ». En juin 2004, Mølzer avait été élu comme seul député du FPÖ au Parlement européen : nombre d'électeurs du « noyau dur » avaient utilisé leur droit de lier la voix exprimée au profit d'un parti politique à une « préférence » donnée à un candidat personnellement. Mais en raison de ses critiques acerbes contre la direction, « les modernistes », la ligne du parti, il fut exclu du FPÖ à la mi-mars 2005.

Le clash était annoncé au congrès du parti programmé pour la dernière semaine de mars. Les « durs » du parti avaient même annoncé vouloir concourir à la direction du parti en s'opposant, pour la première fois, à Jörg Haider. Mais ils n'avaient pas compté sur le désir de pouvoir personnel, extrêmement fort, de Haider : c'était une chose inouïe que de s'opposer ouvertement à lui, tout en l'accusant de courir derrière les modes idéologiques du moment.

Ainsi, c'est Haider et ses fidèles qui préparaient le « coup » de la séparation, d'abord en secret. Quelques jours avant la date du congrès prévu, ils annonçaient leur départ collectif du FPÖ, qui « pourra garder ses dettes financières tout seul ». Les partants se donnaient un nouveau nom, celui de BZÖ (Bündnis Zukunft Österreichs, 'Alliance Avenir Autriche'), et une nouvelle couleur : dorénavant, au lieu du bleu traditionnel, c'est l'orange, faisant allusion à la prétendue « révolution » en Ukraine de décembre dernier. Le nouveau parti de Jörg Haider tente ainsi de se doter au moins d'un symbole le faisant apparaître comme un parti soi-disant « anti-establishment ».

Il ne restait au nouveau parti qu'à demander le soutien du gouvernement à une substitution du FPÖ, comme membre de l'alliance avec les conservateurs, par le BZÖ. Ce qui lui fut accordé. Tous les ministres que comptaient l'ancien parti et 17 de ses 18 députés nationaux ont d'ailleurs rallié le BZÖ, dorénavant reconnu comme partenaire par les conservateurs du chancelier Wolfgang Schüssel.

Quelles sont les chances d'avenir du nouveau parti, et en même temps du FPÖ maintenu ? Pour le moment, les sondages semblent donner l'avantage aux partisans du chef et à son nouveau parti. Ainsi des sondages du « Kronen-Zeitung » (national-populiste mais néanmoins souvent opposé au FPÖ et à Haider), le plus grand journal du pays, démontreraient que le nouveau BZÖ attire 6 % des intentions de vote, contre 3 % pour le reste du FPÖ.

Un épisode démontre que le nouveau BZÖ n'est en rien un parti antifasciste qui aurait, tout d'un coup,

reconnu que l'ancien parti hébergeait des figures trop compromises avec leur passé (ou présent) pro-nazi. Ainsi un député ayant rallié le nouveau BZÖ, Siegfried Kampl, avait-il déclaré publiquement, fin avril, que les déserteurs de l'armée nazie seraient « des assassins de leurs camarades ». Il avait continué son propos en plaignant « la persécution brutale des nazis après 1945 ».

Ce monsieur avait été désigné, auparavant, par son parti pour occuper le poste de président du Bundesrat (l'équivalent de notre Sénat, grossièrement) à partir du 1er juillet. Le scandale qui éclata l'en a empêché, et Siegfried Kampl a même dû abandonner son mandat parlementaire, tout en restant membre du BZÖ et maire de sa commune (Gurk, où il a été élu avec 80 % des voix). Son remplaçant comme futur président de la Chambre haute parlementaire, Gerwald Kitz, a d'ailleurs répondu à la question d'un journaliste faisant suite à l'affaire : « Je ne sais pas ce qui, à l'époque (NDLR : nazie), était bien ou mal ».

Anafé

Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers

Communiqué du 13 mai

Graziella, 5 ans, seule en zone d'attente, victime de la politique de fermeté de D. de Villepin contre l'immigration clandestine

Une petite ghanéenne de 5 ans est actuellement détenue à la zone d'attente de Roissy (ZAPI 3). Parce qu'elle a voyagé sous couvert de documents contestés, elle n'a pas le droit d'accéder au territoire français où vit sa mère. Celle-ci a pu lui rendre visite hier. Mais la rencontre fut brève, et Graziella a été arrachée des bras de sa maman, loin de laquelle elle refuse de s'alimenter. Sa situation reste à l'heure actuelle incertaine ; elle est en tout cas vouée à rester en zone d'attente plusieurs jours séparée de sa mère.

Le plan de lutte gouvernemental contre l'immigration clandestine annoncé à grand renfort de publicité par le ministre de l'Intérieur suppose-t-il d'enfermer des enfants et les priver de leur mère ?

Graziella est le 27^{ème} cas d'enfant retenu en zone d'attente signalé par l'Anafé depuis début avril.

L'ANAFE réclame la mise en liberté de Graziella et rappelle que :

- *Tout mineur étranger isolé se présentant seul aux frontières françaises doit être admis sur le territoire sans condition.*
- *Les enfants isolés ne doivent jamais, conformément à "l'intérêt supérieur de l'enfant" garanti par la Convention internationale des droits de l'enfant, faire l'objet ni d'un refus d'entrer sur le territoire ni d'un placement en zone d'attente.*
- *Du seul fait de son isolement, une situation de danger doit être présumée dès lors qu'un mineur isolé se présente à la frontière, et les mesures légales de protection doivent être mises en oeuvre.*
- *Tout étranger se déclarant mineur doit être présumé comme tel jusqu'à preuve du contraire, et sa minorité ne devrait pouvoir être remise en cause que par une décision de justice.*



Dir de publication : F. Pécoup

Administration :

I. Nicolas, JJ Petiteau F. Mahé

édité par VISA

imprimé par nos soins

CCPA n° 0608 83860

Comité de rédaction

H Alexandre (SPASMET G.10)

C. Aumeran (SNUI)

C. Birnbaum (SNESUP-FSU)

M. Dumont (FGTE-CFDT)

JP. Ravau (SNEPS-PJJ-FSU)

D. Trédaniel (FGTE-CFDT)

D. Turbet-Delof (SNUI)

JL. Wichegrod (CGT Finances)